

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FORETS ET DE
LA FAUNE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY AND
WILDLIFE

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 001/AONR/MINFOF/UGFC-PSFE/CSPM/FC-PSFE/2025 DU 24 AVR 2025
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITES DES CADRES DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DU MINFOF SUR
LA REALISATION DE L'AUDIT INTERNE DES SERVICES PUBLICS

Article 1 : Objet.

Le Ministre des Forêts et de la Faune, Maître d'Ouvrage, lance un Avis d'Appel d'Offre National Restreint relatif au recrutement d'un consultant pour le renforcement des capacités des cadres de l'Inspection Générale du MINFOF sur la réalisation de l'audit interne des services publics.

Article 2 : Consistance des prestations

- Elaborer un manuel de formation en audit interne des personnels du MINFOF utilisable par la suite comme document de travail ;
- Former le personnel retenu sur les différents aspects audit interne des services publics, notamment :
 - o Son cadre de référence, les normes professionnelles, d'éthique et de déontologie qui le gouvernent ;
 - o La méthodologie de conduite de l'audit interne ;
 - o L'élaboration de la cartographie des risques institutionnel ;
 - o Les techniques d'élaboration de rapports d'audit interne.

Article 3 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage s'étalera sur une durée de quarante-cinq (45) jours calendaires, y compris la fourniture des rapports. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Article 4 : Participation à l'appel d'offres

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux consultants dont les noms sont inscrits sur la liste restreinte ci-après :

N°	Noms des entreprises (ou groupement d'entreprises) préqualifiés	Adresses
1.	FORVIS MAZARS	Tel : 691 542 822 / 656 876 329
2.	ETS DELMA SERVICES	Tel : 699 913 652, BP : 1573 Yaoundé
3.	DELOITTE	Tel : 698 661 625, 222 317 081

Article 5 : Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Commun (PSFE) sur l'exercice 2024. Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de *six millions huit cent cinquante-six huit cent soixante-quinze mille (6 856 875) FCFA* toutes taxes comprises.

Article 6 : Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

Article 7 : Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 9 du DAO dont le montant s'élève à cent vingt mille (120 000) francs CFA, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie agréée par le Ministère chargé des Finances pour émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC). En cas de chèque-banque ou de chèque certifié, produit en lieu et place d'un cautionnement, celui-ci doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte du Maître d'Ouvrage. Ledit chèque doit être transmis à la CDEC par l'établissement financier dans un délai d'au moins sept (07) jours ouvrables avant la date d'ouverture des plis.

Article 8 : Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier du présent Appel d'Offres National Restreint peut être consulté et retiré par les soumissionnaires suscités, aux heures et jours ouvrables, dès publication du présent avis, l'Unité de Gestion du Fonds Commun sis au 2ème étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé, contre présentation de l'original de la quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de dix mille (10 000) FCFA au titre des frais d'achat du DAO.

Il peut également être consulté sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Article 9 : Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, sera déposée contre récépissé à l'Unité de Gestion du Fonds Commun sis au 2ème étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé, au plus tard le 13 Mars 2025 à 13 heures et devra porter la mention suivante :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT »

**N° 001/AONR/MINFOF/UGFC-PSFE/CSPM/FC-PSFE/2025 DU 24 Avr 2025
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITES DES CADRES DE L'INSPECTION GENERALE DU MINFOF SUR
LA REALISATION DE L'AUDIT INTERNE DES SERVICES PUBLICS.
(A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOULLEMENT) ».**

Article 10 : Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises, ci-après, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conforme par le service émetteur ou une autorité administrative conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles

devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres et avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres entraînera le rejet de l'offre.

Article 11 : Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu le 13 Mars 2015 à 14 heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés du Fonds Commun dans la salle de réunion au Rez de Chaussée de Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, sise à Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

L'ouverture des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 70% des points.

Article 12 : Critères d'évaluation

La Commission examinera la conformité des pièces administratives.

Seules les offres dont le dossier administratif est conforme seront retenues et ensuite évaluées.

a. Critères éliminatoires

- L'absence ou non-conformité d'une des pièces du dossier administratif après quarante-huit (48) heures accordées aux soumissionnaires ayant présenté un dossier administratif non conforme ;
- Les fausses déclarations ;
- La présence des pièces falsifiées dans les dossiers du soumissionnaire ;
- Présence d'une information de l'offre financière dans la proposition technique ;
- Absence ou non-conformité de la caution de soumission accompagnée du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Note technique strictement inférieure à 70 points sur 100 ;
- La présentation d'une offre financière incomplète ;
- L'absence de la déclaration de non-abandon de marché signé sur l'honneur dans l'offre administrative ;
- L'absence de l'offre financière témoins ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement de la KFW, remplie (nom et coordonnées de la structure), datée et signée.

b. Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée selon les critères essentiels ci-dessous définis :

N°	CRITERES	NOTES
1	Présentation générale des Offres	5
2	Références pertinentes du consultant se rapportant à la mission	20
3	Observations et suggestions des TDR	10
4	Organisation et méthodologie d'exécution de la mission	15
5	Qualifications et expériences des experts mobilisés dans le cadre de la mission	50
TOTAL		100

Les critères détaillés sont spécifiés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

N.B : Toute offre technique dont la note est inférieure à soixante-dix (70) points sur cent (100) sera éliminée.

L'ouverture des offres financières se fera sur invitation du Président de la commission après présentation et adoption du rapport de la sous-commission sur les évaluations administrative et technique.

Article 13 : Méthode de sélection du consultant

Le consultant à retenir sera choisi par application de la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût, conformément aux procédures décrites dans le DAO.

Article 14 : Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme au Dossier d'Appel d'Offres pour l'essentiel et qui aura soumis l'offre évaluée la mieux disante.

Article 15 : Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

Article 16 : Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables à l'Unité de Gestion du Fonds Commun sis au 2ème étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé.

Article 17 : Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 2 22 20 18 03.

LE COORDONNATEUR DU FONDS COMMUN-PSFE

COPIE :

- ARMP (pour publication au JDM et archivage),
- CSPM/FC-PSFE,
- Affichage (pour information),
- RPM-UGFC (pour archivage),
- Unité de Gestion du Fonds Commun (pour archivage).

RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 001/AONR/MINFOF/UGFC-PSFE/CSPM/FC-PSFE/2025 OF 24 Apr 2025
**TO RECRUIT A CONSULTANT TO BUILD THE CAPACITIES OF MINFOF STAFF
SERVING AT THE INSPECTORATE GENERAL ON THE INTERNAL AUDIT OF
PUBLIC SERVICES**

Article 1: Subject.

The Minister of Forestry and Wildlife, Contracting Authority, hereby launches a Restricted National Call for Tenders to recruit a consultant to build the capacities of MINFOF staff serving at the Inspectorate General on the internal audit of public services.

Article 2: Scope of services

- Draw up an internal audit training handbook for MINFOF staff, to be used subsequently as a working document;
- Train the selected staff on the various aspects of internal auditing of public services, notably:
 - o Its terms of reference, the professional, ethical and deontological standards governing internal audit.
 - o Methodology to carry out internal audit.
 - o Institutional risk mapping ;
 - o Internal audit reporting techniques.

Article 3: Execution deadline

The maximum execution deadline required by the Contracting Authority shall be forty-five (45) days, including the supply of the handbook. This deadline runs from the date of notification of the service order prescribing the start services.

Article 4: Participation

Participation in this Call for Tenders is limited to consultants listed below:

No.	Names of shortlisted Consultancy Firms (or group of firms)	Address
1.	FORVIS MAZARS	Phone: 691 542 822 / 656 876 329
2.	ETS DELMA SERVICES	Phone: 699 913 652, P.O Box: 1573 Yaounde
3.	DELOITTE	Phone: 698 661 625, 222 317 081

Article 5 : Funding

The services, subject of this Call for Tenders, shall be funded by the FESP-Basket Fund for the 2024 financial year. The estimated cost of the work at the end of preliminary studies shall be CFA F 6,856,875 (six million eight hundred and fifty-six thousand eight hundred and seventy-five) including all taxes.

Article 6: Method of Submission

The submission method chosen for this consultancy is offline.

Article 7: Bid Bond

Each bidder shall attach to his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance who is in charge of issuing bonds for public contracts and whose list appears in Exhibit 9 of the Tender File (TF), of an amount of one hundred and twenty thousand (120,000) CFA francs, valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first category financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts, the tender shall be automatically rejected. A bid bond presented but having no connection with this tender shall be null and void. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be declared inadmissible.

This bond must be submitted together with a deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Funds

(CDEC). In the event of a bank cheque or certified cheque being submitted in lieu of a bond, the latter must be made payable to CDEC on behalf of the Project Owner. The said cheque must be sent to CDEC by the financial institution at least seven (7) working days before the date of the bid opening session.

Article 8: Consultation and withdrawal of Tender File

The Tender File for this Restricted National Call for Tenders under the Emergency Procedure may be consulted and withdrawn by bidders concerned, during working hours and days, upon publication of this call for tenders, from the Basket Fund Management Unit located on the 2nd floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde, upon presentation of the original payment receipt of a non-refundable sum of CFA F 10,000 (ten thousand) representing charges of the tender file into the Public Treasury.

Article 9: Submission of bids

Each Bid, drafted in French or English, in 7 (seven) copies including 1 (one) original and 6 (six) copies labelled as such shall be submitted against acknowledgement of receipt to the Basket Fund Management Unit located on the 2nd floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde, no later than 13 May 25 at 11 am/ and should be labelled as follows:

"RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS

**NoD 0 1/AONR/MINOF/UGFC-PSFE/CSPM/FC-PSFE/2025 OF 24 AVR 2025
TO RECRUIT A CONSULTANT TO BUILD THE CAPACITIES OF MINOF STAFF SERVING AT
THE INSPECTORATE GENERAL ON THE INTERNAL AUDIT OF PUBLIC SERVICES**

(TO BE OPENED DURING THE BID OPENING SESSION ONLY)".

Article 10: Eligibility of bids

Any bid that is incomplete in compliance with the requirements of the tender file will be declared ineligible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts. Failure to comply with the model documents in the tender file will result in the bid being rejected outright without any appeal.

A bid bond submitted with no connection to this tender shall be considered null and void. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session shall not be accepted.

In addition to the number of copies of the financial bid required, successful tenderers are required to submit one copy of the financial bid in a sealed envelope to serve as a sample bid marked as such. Failure to submit this sample bid will result in the ineligibility of the bid of the tenderer concerned, as soon as the bids are opened by the Special Tenders Board of the FESP.

Basket Fund.

Article 11: Opening of bids

Bids shall be opened in two phases, beginning with administrative and technical documents, followed by the financial proposals of bidders who would have obtained the minimum technical score required.

Administrative documents and technical proposals shall be opened on 13 May 15 at C2 Dm by the Special Tenders Board of the Basket Fund in the Conference Hall of the Basket Fund Management Unit, on the ground floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde. Only bidders or their duly mandated representatives may be allowed at the opening session.

To avoid rejection, required administrative documents must be originals or certified true copies by the issuing service or an administrative authority as provided for in the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be dated less than 3 (three) months prior to the initial date for submission of bids and must have been issued after the date of signature of the Call for Tenders.

The financial bids shall be analysed at the end of the technical analysis and shall only concern those bidders who have obtained a minimum score of 70%.

If any document in the administrative file is absent or non-compliant when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

Article 12: Evaluation criteria

The Tender Board shall verify all administrative documents.

Only bids with a valid administrative file shall be selected for further evaluation.

a. Eliminary Criteria

- Absence or non-conformity of a document in the administrative file more than 48 hours after the opening of the bid.
- False statement, forged document in the tender file;
- Inclusion of a financial of the information in the technical file;
- Absence or non-compliant bid bond accompanied by the receipt of its payment issued by CDEC at the opening of the bids;
- Technical score below 70/100;
- Incomplete financial bid;
- Absence of declaration on honour of non-abandonment of contract in the administrative bid;
- Absence of the sample financial bid;
- Absence of the integrity chart;
- Absence of the completed, dated and signed Declaration of Commitment of KFW (name and contact details of the organisation).

b. Essential criteria

The technical proposal shall be evaluated based on the essential criteria below:

No.	CRITERIA	SCORE
1	Overall presentation of bids	5
2	Relevant references of the consultant in connection with the mission	20
3	Remarks and suggestions on ToR	10
4	Organisation and method of execution of the mission	15
5	Qualifications and experiences of selected experts	50
TOTAL		100

The detailed criteria are specified in the Special Rules of Calls for Tenders

N.B: Any technical file with a score below 70/100 shall be disqualified.

The financial proposals shall be opened at the behest of the Tenders Board Chair after the presentation and adoption of the sub-committee report on the evaluation of administrative and financial documents.

Article 13: Method for selecting a consultant

The quality-cost based selection method shall be used to select a consultant, in accordance with procedures outlined in the Tender File.

Article 14: Award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid shall be evaluated as the best bid.

Article 15: Validity of bids

Bidders shall remain bound by their bids for 90 (ninety) days as from the date of submission of bids.

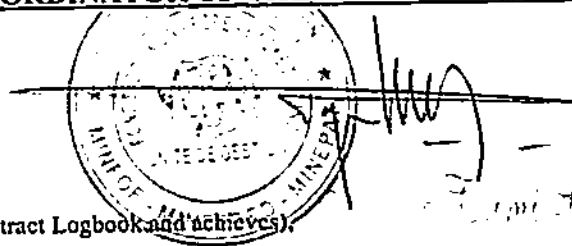
Article 16: Further information

Further information may be obtained during working hours and days at the Basket Fund Management Unit located on the 2nd floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde.

Article 17: Fight against Corruption and Malpractices

To report any act of corruption or malpractice, please contact CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and ARMP on 699 95 37 30.

THE COORDINATOR OF THE BASKET FUND-FESP



COPIES:

- ARMP (for publication in the Public Contract Logbook and achieves).
- CSPM/FC-PSFE.
- Notice Board (for information).
- RPM-UGFC (for achieves).
- Basket Fund Management Unit (for achieves).